

GRAND DEBAT COMMUNE DE MENETREUX-LE-PITOIS

COMPTE RENDU DE LA REUNION D'INITIATIVE LOCALE.

Mardi 26 février 2019 à la mairie de 19h00 à 23h00

Le Débat a réuni une trentaine de participants de tout âge sur invitation du maire. Les participants étaient essentiellement de la commune de Ménétreux-le-Pitois, il y avait également 2 personnes qui n'étaient pas du village. Le climat a été constructif et bienveillant. Chacun a respecté la parole de l'autre. Il y a eu un bon niveau d'écoute.

Mme Yolaine de COURSON, députée de la République en Marche référente grand débat sur le thème de la transition écologique était présente sur invitation du maire.

La réunion a été introduite par M. le maire, qui remercie l'ensemble des participants, et afin que se déroule ce débat dans les meilleures conditions, il lit la Charte fondée sur les principes de pluralisme, de transparence et de laïcité. Elle a pour fonction de rendre le débat accessible à toute expression qui respecte les principes de la démocratie.

Il précise que cette réunion d'initiative locale est la volonté de la municipalité pour donner suite au mouvement « des gilets jaunes », afin de donner la parole et de permettre aux habitants de la commune de faire leurs doléances et doit être un temps de partage afin de s'exprimer, d'échanger sur les constats, les diagnostics de cette situation et faire remonter nos propositions sur nos différentes préoccupations.

Il remercie Mme Yolaine de COURSON, députée pour sa présence parmi nous et lui donne la parole.

M. Le maire invite chacun à faire ses propres contributions sur le site www.granddebat.fr. Il propose à l'assemblée de conduire cette réunion et de débattre selon les 4 thèmes proposés par le gouvernement.

LA TRANSITION ECOLOGIQUE.

Constats :

A la campagne, les habitants sont obligés de prendre leurs voitures pour aller travailler car pas de travail dans nos petites communes et pas beaucoup de transport en commun ou pas adapté aux nombreux horaires de travail différents. Il en est de même pour faire leurs courses.

Pas de plateforme de mobilité pour le covoiturage ou autres.

En ville, la pollution de l'air due à la circulation est très importante.

Fermeture des gares (sur 200 gares, il n'en reste que 47 en Bourgogne-Franche-Comté) aux profits des bus qui polluent plus. Maintenir des gares peu fréquentées a un coût et le prix des billets de trains est trop chers.

Problème des bus scolaires qui coutent cher à la collectivité et que les enfants ne prennent pas car les parents préfèrent les emmener eux-mêmes.

Il y a beaucoup trop de poids lourds qui roulent, et une grosse majorité de poids lourds étrangers qui passent seulement (pas de ravitaillement en France), beaucoup d'avions et de bateaux qui polluent beaucoup plus qu'une voiture.

Le prix des véhicules électriques sont beaucoup trop élevés et ces véhicules ne sont pas forcément moins polluant (problème du stockage et du recyclage des batteries). Le pouvoir d'achat de certaines personnes, même avec les aides de l'état, ne leur permettent pas d'acheter un véhicule électrique.

Il y a beaucoup trop d'emballages pour les produits et même souvent des suremballages.

Les administrés ont une réelle méconnaissance des aides et des dispositifs proposés par l'état, les collectivités, les associations, pour l'isolation et le chauffage des logements, pour les déplacements.

Propositions :

Il faut ramener beaucoup plus d'entreprises dans nos petites campagnes afin de garder l'emploi de proximité au lieu de les centraliser vers les grandes villes. Créer une plateforme de la mobilité pour mettre des minibus pour le transport à la demande.

Changer nos habitudes, en ne prenant pas systématiquement la voiture pour des petits trajets, privilégier par exemple le vélo.

Les parents devraient mettre automatiquement leurs enfants aux transports scolaires, cela économiserait les voyages avec plusieurs voitures.

Promouvoir les bus électriques, encore beaucoup trop de bus qui roulent au diesel.

Remettre une taxe sur les poids lourds

Faire baisser le prix des véhicules électriques, revoir le pouvoir d'achat.

Aider aussi les classes moyennes et les entreprises pour l'achat d'un véhicule électrique.

Baisser les taxes des énergies propres. Pour notre région, le mode de chauffage le plus économique est le bois.

Isolation à 1€ : voir pour augmenter le plafond des ressources pour y avoir droit.

Investissement de l'état pour mettre au point les batteries à longue durée. Trouver une énergie plus propre et peu coûteuse.

Sélectionner ses achats en privilégiant ceux qui ont le moins d'emballage possible. Les grandes surfaces devraient faire plus attention à leurs achats de produits suremballer.

Education des enfants à l'environnement à l'école dès le primaire et travail de pédagogie à faire auprès des gens.

Mieux trier ses déchets.

Donner directement les aides aux personnes qui y ont droit. Simplifier le millefeuille administratif. Un pôle général ou un seul guichet pour toutes les aides. Demandes plus simplifiées.

LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES.

Constats :

Pourquoi il y a eu l'augmentation de la CSG, où passe le RDS, la journée de solidarité, pourquoi c'est les retraités qui doivent payer de la CSG ?

Yolaine de COURSON :

L'augmentation de la CSG a servi à retirer les cotisations sur les petits salaires afin de redonner du pouvoir d'achat.

Tout le monde ne paie pas d'impôts, et les classes moyennes en paient beaucoup trop et n'ont droit à aucune aide contrairement aux personnes à faible revenu qui eux touchent plusieurs aides et ne sont pas imposés.

L'augmentation des retraites ne suit pas le coût de la vie ; les salaires de la fonction publique sont été bloqués trop longtemps.

Trop d'avantages accordés aux présidents de la république qui ne sont plus en fonction ou à la retraite.

Trop de personne à l'état, ce qui coûte cher pendant et après leurs mandats.

Yolaine de COURSON :

Indemnités d'un ou d'une députée 4700€ net/mois, + frais de mandat aux dépenses réelles sur facture, limité à 5000 € par mois. Régime normale pour la retraite.

Les produits de 1^{ère} nécessité sont trop taxés

Où passent nos impôts ?

Les gens qui bénéficient de trop d'aides sociales ne sont pas encouragés à travailler par rapport à une personne qui est payé au SMIC et qui a des frais de transport pour se rendre à son travail.

Un apprenti dans le bâtiment en dernière année, pour 2 semaines de travail, l'entreprise doit lui verser 1000€ et après dans la vie active pour 4 semaines de travail, il touche 1100€ !!

Problème des grandes entreprises qui remplace massivement le personnel par des robots.

Propositions :

Avoir plus de transparence, rendre des comptes de la CSG, RDS, la journée de solidarité.

Imposer tous les revenus afin que tout le monde paye des impôts et créer plus de tranches d'impôts.

Simplifier le système des déclarations.

Les français qui sont partis à l'étranger doivent payer leur impôt en France.

Les entreprises qui bénéficient d'aides de l'état et des collectivités pour leur installation et qui repartent à l'étranger ou qui ferment doivent reverser l'argent au centime près.

Indexer les retraites sur le coût de la vie et relever le minimum vieillesse à hauteur d'un Smic. Garder la pension de réversion pour les personnes qui n'ont pas travaillé pour élever leurs enfants.

Augmenter les points d'indices dans la fonction publiques, pas forcément pour toutes les catégories.

Enlever les avantages aux présidents de la république qui partent en retraite. Les présidents et les ministres qui ne sont plus en activité doivent s'assumer eux-mêmes comme tout citoyen. S'ils ont du personnel (chauffeurs, attachés parlementaires etc...) à eux de les payer.

En Allemagne les présidents, ministres, chancelière payent leurs loyers, leur frais, pourquoi pas en France ?

Supprimer le sénat qui ne sert à rien puisque même s'il refuse une loi, c'est l'assemblée nationale qui a le dernier mot.

A Paris, supprimer les différents palais et recentrer tout le monde politique à un seul endroit.

L'état doit réduire ses dépenses publiques et son train de vie, et réduire les dépenses sociales

Remettre un taux de TVA à 33% sur tous les produits de luxes afin de compenser la baisse du taux de TVA sur les produits de 1^{ère} nécessité. Il faudrait plus de transparence sur ce qui est fait de nos impôts.

Il faut remettre les gens au travail en baissant les aides sociales ou en augmentant le pouvoir d'achats des bas salaires. Il faut aussi qu'il y est moins de CDD afin de faciliter la vie des jeunes pour qu'ils puissent se loger, avoir accès à des prêts etc... en pénalisant les entreprises y compris l'état qui on trop recours au CDD. Raccourcir la durée limite avant obligation d'embauche d'une personne en CDD.

Revoir le listing des produits du panier de la ménagère qui sert au calcul du coût de l'inflation et y ajouter le tabac, les carburants.

Faire payer des taxes sur les robots aux entreprises.

L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS.

Constats :

Beaucoup trop d'administrations en France, on si perd parfois.

La commune, les intercommunalités et le département sont les collectivités auxquelles le public de ce soir est le plus attaché.

Le public estime ne plus avoir accès à certain service public ou partiellement : suppression des services de cartes grises, les trésoreries qui ferment ou qui ne sont ouvertes que partiellement au public, problème pour les personnes qui travaillent (bureau de poste ouvert de 9h à 12h00 et de 13h30 à 16h30), or les personnes quittent leur travail souvent après 17h.

Yolaine de COURSON :

La trésorerie de Sombernon a fermé et c'est un agent de la trésorerie de Pouilly-en-Auxois qui vient à la mairie de Sombernon une fois par mois.

L'idée d'un agent public polyvalent susceptible de nous accompagner dans l'accomplissement de plusieurs démarches quelque soit l'administration concernée est une très bonne idée, surtout dans nos campagnes auprès des personnes âgées.

Les services publics qui doivent le plus évoluer selon le public est la santé. Problème de fermeture de nos hôpitaux et maternité de proximité au profit des grand hôpitaux des grandes villes, si ça ne continue pas d'hôpital avant 1 heure de route minimum. Quelle chance de survie en cas de gros pépins ?

La prise en charge des personnes âgées dans les EHPSSAD est une vraie catastrophe car il n'y a pas assez de personnel, c'est devenu des mouiroirs et les prix sont exorbitants. Le personnel n'a pas le temps de s'occuper d'eux. Souvent la seule activité des résidents, c'est d'être mis dans un fauteuil dans un couloir ou devant une télévision et on vient les chercher pour les repas.

Il n'y a plus de médecin dans nos campagnes, car ils ne veulent plus venir, il préfère rester dans les grandes villes, malgré la construction des maisons de santé. Les jeunes médecins ont une mauvaise image de la campagne.

Propositions :

Il faut simplifier les démarches administratives et leurs organisations.

Il faut développer les maisons de service au public et pouvoir prendre des rendez-vous dans certaines administrations.

Yolaine de COURSON :

L'hôpital de Semur-en-Auxois va rester. Des hôpitaux de proximité vont être créés avec des maisons de naissances.

Imposer des quotas d'installation de médecins au nombre d'habitants pour les grandes villes.

Pour les EHPAD, pourquoi ne pas obliger les personnes qui perçoivent des aides sociales (RSA par exemple) à venir faire diverses animations. Ça pourra leur donner une expérience et leur faciliter la recherche d'un emploi.

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

Constats :

La personne à qui le public fait le plus confiance pour se faire représenter est le maire car il y a perte de confiance vis-à-vis des personnages politiques. Le maire maintient le lien social.

Le non-cumul des mandats est une bonne chose.

Il faudrait réduire le nombre de parlementaires, en supprimant les sénateurs ou en réduire le nombre, ainsi que le conseil économique et social qui ne sert à rien et les hauts-fonctionnaires. Il faudrait aussi réduire le nombre de députés.

Beaucoup de jeunes ne font plus confiance à nos politiciens.

Propositions :

Pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent, il faudrait que les élus les écoutent (pas comme en 2005 où les français avaient voté contre le traité de Maastricht et l'état l'avait quand même validé) et être au courant de ce qui est voté.

Remettre à plat tout le système : sénat, conseil économique et social, députés etc... et clarifier le travail des hauts fonctionnaires.

Rendre la présence des députés obligatoire aux séances de l'assemblée nationale, s'ils sont absents il doit y avoir diminution de leurs indemnités.

Yolaine de COURSON :

Les députés sont toujours à l'assemblée et sont dans l'hémicycle que pour les votes, entre-temps ils travaillent dans des commissions pour préparer les lois, les amendements etc...

Pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques, il faudrait introduire aux élections législatives une dose de proportionnelle.

Pour inciter les citoyens à voter, il faudrait rendre le vote obligatoire et prendre en compte le vote blanc.

Il faut redonner du sens civique, de la valeur morale et économique aux enfants dans les écoles.

Oui au référendum au niveau national mais avec parcimonie et il faut instaurer une règle de majorité exemple si 2000 électeurs en France il faut 1000 votants sinon le résultat du référendum est annulé.

Pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et mettre en place une démocratie participative, il faudrait nous consulter pour les sujets importants exemples la mise en place des 80 km/h.

Pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public par l'état et les collectivités il faut qu'il y ait de la transparence, des comptes rendus, et une mission des parlementaires pour vérification.

Le mandat de président de 5 ans est trop court pour mettre un programme en place et voir son efficacité, il faudrait le ramener à 7 ans.

Conclusion :

Est-ce que ces réunions vont servir à quelque chose de concret ?

Yolaine de COURSON :

Oui car les parlementaires sont très intéressés par les propositions qui seront faites sur le pouvoir d'achat, les retraites, la fiscalité etc.... Les comptes rendus seront contrôlés et évalués.

Lors des manifestations des gilets jaunes il y a eu plusieurs blessés parmi les manifestants par les forces de l'ordre : est-ce que des sanctions sont prises contre eux ?

Yolaine de COURSON :

Déplore les 11 morts qu'il y a eu sur les ronds-points et chaque situation est examinée. Il y a enquête.

Notre sentiment, avant tout, après ce débat, est que la ruralité est oubliée, abandonnée. Sans vouloir opposer la ville à la campagne, il ressort que les services ne sont pas équivalents. En milieu rural : moins d'emplois et pas sur place, problème de transports, disparition petit à petit des services publics, hôpitaux, désertification médicale...